

« PRINTEMPS ARABE », « HIVER ISLAMISTE » ET GRAND MOYEN-ORIENT | ILLUSIONS ET RECONFIGURATIONS



Si le « Printemps arabe » et la vague de séditions, de révolutions et de conflits que l'expression recouvre ne sont pas de simples épiphénomènes, leur interprétation initiale, en termes de « Fin de l'Histoire » s'est révélée illusoire. Pour autant, la seule évocation de l'« hiver islamiste » ne saurait suffire. L'islam politique n'est pas un bloc monolithique, les rivalités régionales sont fortes et elles vont au-delà de la polarisation entre chiites et sunnites. Les diplomaties occidentales doivent donc manœuvrer à l'intérieur de ces espaces complexes et fracturés.

The "Arab spring" and the so referred wave of seditions, revolutions and conflicts are not just epiphenomenal but the first interpretation through the End of History as a paradigm was an illusion. However, talking about an "Islamist winter" would not be enough. The political Islam is not a monolithic block, the regional rivalries are most important and go beyond the polarity between Shiites and Sunnis. Thus, the western diplomacies have to manoeuvre into that complex and split area.

Texte, relu et augmenté, de l'intervention prononcée lors du Forum sur la sécurité européenne organisé par le CIDAN (Civisme Défense Armée Nation), en association avec la Fondation Goethe et la Fondation Charles Léopold-Mayer, à Klingenthal (France), le 5 décembre 2012.

Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More

Les séditions, révolutions et guerres que recouvre l'expression de « Printemps arabe » attestent du fait qu'il existe bien un vaste ensemble géopolitique, le Grand Moyen-Orient, dont les parties sont solidarisées entre elles par un certain nombre de traits géoculturels et sociopolitiques communs, des effets de résonance et des contrecoups. En cela, le « Printemps arabe » n'est certainement pas une illusion d'optique ou un épiphénomène. Pourtant, la teneur et la portée du phénomène ne sont guère aisés à interpréter. L'aire géopolitique en question est sortie d'une phase de stase et de prévisibilité ; elle est en proie à une accélération de l'histoire propice à des bifurcations. Le sens de ces événements, c'est-à-dire leur direction et leur signification, n'est pas clair mais c'est dans une région névralgique et fragile qu'ils se produisent.

Dans cette grande affaire, nos quelques convictions sont les suivantes. Tout d'abord, une déflagration régionale est de l'ordre du possible et ce risque systémique implique une logique de contention du chaos. Ensuite, il serait erroné de prétendre maintenir un *statu quo* qui n'existe plus et de recycler des éléments issus de l'introuvable « politique arabe » de la France, ou encore de s'en tenir au leitmotiv de l'« hiver islamiste ». Enfin, il reste à interpréter et évaluer au plus juste le jeu des puissances régionales. Par voie de conséquence, la conjoncture et les mouvements de fond qu'elle révèle imposent une révision de nos cartes mentales et l'élaboration de nouvelles grilles de lecture. Aussi l'idée directrice de cette intervention sera-t-elle de poser des balises, d'ouvrir des pistes de réflexion et d'inviter au labeur intellectuel.

| Quelques éléments de réflexion sur le « Printemps arabe »

Il s'agit là d'une expression occidentale, d'origine médiatique, que l'on a greffée sur un ensemble d'événements et de processus variables dans leur intensité, leurs rythmes et leurs modalités (cela va de mouvements sociaux limités en portée à la guerre civile). Porteuse de promesses, cette expression joue sur des réminiscences historiques plus ou moins proches ou lointaines : le « Printemps des peuples » de 1848 et, plus récemment, les « révolutions de velours » de 1989 qui avaient alors été qualifiées de nouveau Printemps des peuples. Le « Printemps arabe » a donc été présenté comme le prolongement tant attendu de la libéralisation et de la démocratisation post-1989 dans un Orient trop longtemps léthargique. Le phénomène ou plutôt l'ensemble de phénomènes ainsi désignés ont été *ipso facto* intégrés dans le paradigme de « la fin de l'Histoire », cette théorie explicative globale élaborée par Francis Fukuyama pour donner sens à la période ouverte avec la fin de la Guerre froide. Assurément, la suite des événements l'a montré, c'était là une erreur de lecture et d'interprétation. Il est vrai que le temps médiatique n'est pas celui du politique, ni celui des transformations socio-économiques, ces dernières s'inscrivant dans la longue durée.

Le tour pris par les événements pourrait en effet laisser à penser que nous assistons au retour du Même ou à un sempiternel mouvement de balancier entre phases d'effervescence et phases de reprises en main, sous différentes « formules » politiques. La fatalité l'emporterait à chaque fois sur les perspectives hâtivement dressées par certains commentateurs. Ainsi l'expression de « Printemps arabe » n'est-elle jamais qu'une sorte de recyclage. Remémorons-nous la révolte arabe du printemps 1916 contre la domination ottomane (une partie des tribus arabes de la péninsule Arabique en fait) ou, quatre décennies plus tard, la crise de Suez (novembre 1956) et ses prolongements. L'affaire avait provoqué une série de troubles et de révolutions dans cette partie du monde (voir notamment le coup d'État militaire contre la monarchie en Irak, le 14 juillet 1958) dont Benoist-Méchin rend compte dans « Un printemps arabe » (une série de reportages pour *Paris-Match* et publiés sous la forme d'un recueil en 1959). De fait, le spectacle des foules en colère (la « rue arabe », comme l'on dit) est récurrent, avec force slogans et logorrhées, et les opinions publiques occidentales se sont accoutumées à voir ensuite un « caïd » du cru jouer sur ces ressorts pour renouveler son pouvoir et s'imposer comme « homme fort » (i.e. un tyran). Systole et diastole ?

C'est pourtant à un mouvement de fond dont, depuis les rives nord de la Méditerranée, nous sommes les témoins. Si les facteurs explicatifs du « Printemps arabe » sont multiples et divers, ils renvoient bien à une problématique d'ensemble, celle qui avait été analysée par les Américains après le 11 septembre 2001. Le nationalisme arabe et les formes de pouvoir qu'il a inspirées dans la région sont épuisés depuis de longues années et nombre des régimes mis en place après la décolonisation n'auront tenu jusqu'à 2010-2011 que par les vertus du principe d'inertie. Les blocages économiques et politiques sont inhérents aux systèmes autoritaires et patrimoniaux,

hypertrophiés sur le plan sécuritaire et basés sur la confiscation des ressources économiques (rente pétrolière, circuits d'import-export, réseaux de téléphonie mobile, etc.). Si certains de ces pays ont pu connaître des phases de croissance économique, la création de richesses est absorbée par l'expansion démographique et la région est restée en marge des processus de développement qui, sous d'autres cieux, ont été amplifiés par la mondialisation-globalisation des 25-30 dernières années. C'est là un échec de portée historique. Déjà surclassés de longue date par les économies et les puissances occidentales, les pays arabes le sont désormais par les économies agiles d'Extrême-Orient et le « monde des émergents ».

| Sur l'islam politique et les Frères musulmans

Bien que nombre d'observateurs et commentateurs occidentaux, fascinés par les *tweeters* de la place Tahrir, aient trop longtemps persisté dans le déni, les islamistes se sont révélés les plus en phase avec les mouvements profonds des sociétés arabo-musulmanes. Ce sont bel et bien les Frères musulmans en Égypte et ailleurs, ou des mouvements s'inscrivant dans la même mouvance idéologico-religieuse, qui ont mis à profit les opportunités historiques offertes par le vacillement des systèmes en place. Il est vrai que la confrérie, qui semble désormais s'imposer dans la région, a été créée dès 1928 par Hassan al-Banna. Elle constitue un redoutable exemple de persévérance dans les objectifs et de continuité dans l'action. Certes, les Frères musulmans n'ont pas pu venir les événements. En Égypte, ils pratiquaient un jeu ambivalent, le pouvoir d'État (sous Moubarak) leur laissant une certaine latitude d'action dans la société, pourvu qu'ils s'autolimitent sur le plan politique (les candidats islamistes aux législatives se présentaient comme « indépendants » et seul un petit nombre était toléré). Depuis le coup d'État des « officiers libres », en 1952, les « Nassérides » auront ainsi alterné de sévères phases de répression et des compromissions multiples, et ce jusqu'après l'assassinat d'Anouar Al-Sadate par des islamistes.

Début 2011, les Frères musulmans ont donc pris le train en marche, tout occupés qu'ils étaient à investir syndicats, quartiers et œuvres caritatives, non sans efficacité par ailleurs. Depuis, les élections organisées en Égypte – tout comme en Tunisie (parti Ennahda) et au Maroc (Parti de la Justice et du Développement) - ont mis en évidence le fait qu'ils étaient les plus présents sur le terrain, les plus organisés et les plus à même donc de saisir l'instant propice. Les chefs et militants islamistes sont animés par la conviction que leur heure a enfin sonné. Là où les élections se sont effectivement tenues, les résultats ont souvent été au-delà des pronostics émis en Europe par ceux qui étaient initialement persuadés de la montée en puissance de forces laïques, libérales et démocratiques, occultant par ailleurs le fait que les dites forces sont toujours sous l'emprise de thématiques issues du tiers-mondisme et de la gauche marxiste des années 1970. Alors que le départ des événements en Tunisie et en Égypte avait suscité un déferlement de commentaires péremptoires dans les médias occidentaux, on notera que les résultats électoraux qui ont suivi n'ont pas été l'objet de tant d'attentions. Certes, l'intelligentsia n'a pas cédé au lyrisme dévoyé de Foucault devant la révolution islamique iranienne, quelque trente ans plus tôt, mais il y aura tout même eu beaucoup de légèreté, de superficialité et d'inconséquence.

Cela dit, peut-on parler de domination pure et simple des Frères musulmans sur la scène politique arabe ? Si l'on considère le cas de l'Égypte, leur victoire aux législatives de janvier 2012 est massive, écrasante même lorsque l'on prend en compte les salafistes d'Al-Nour. Pourtant, la victoire de Mohammed Morsi à la présidentielle, six mois plus tard, est moins ample et le taux d'abstention s'est nettement accru. D'abord présenté comme un politicien opportuniste, le nouveau président a ensuite été campé en « homme fort », supposément doté d'une très grande intelligence politique. Voire. Toujours est-il que les Frères musulmans n'ont pas le monopole de l'islam politique et sont concurrencés. Il faudra donc être attentif à ces tendances à la fragmentation, de manière à jouer dans les interstices pour contrarier la constitution d'un bloc islamiste unifié, le soutien aux forces dites libérales et démocratiques ne pouvant suffire. Autre interrogation à laquelle nous devons être en mesure de répondre : la solidarité proclamée entre « frères » est-elle (ou sera-t-elle) plus forte que les logiques national-étatiques ? La réaction de Mohammed Morsi à différentes incursions terroristes dans le Sinaï égyptien à l'été 2012, depuis la bande de Gaza que contrôle par le Hamas (la branche palestinienne des Frères musulmans), est plutôt ambivalente. La volonté de faire respecter la frontière entre l'Égypte et Gaza et d'empêcher de tels raids meurtriers peut aussi être le prétexte à une remilitarisation du Sinaï, au mépris du traité de paix avec Israël (Jérusalem s'en inquiète). Ambivalence encore dans le dernier épisode guerrier entre Israël d'une part, le Hamas et divers trublions

islamo-terroristes d'autre part (automne 2012). Mohammed Morsi n'est-il qu'un intermédiaire, utile pour négocier un cessez-le-feu, ou le parrain du Hamas sur la scène internationale ?

| Recomposition régionale et réalignement des puissances

L'expression de « Printemps arabe » renvoie enfin à de nouvelles configurations de puissance dont le conflit en Syrie, et autour de la Syrie, nous donne quelque idée. Les développements de cette guerre viennent renforcer l'idée selon laquelle le Moyen-Orient serait déchiré par un conflit général d'ordre sectaire entre un « arc chiite » et un « axe sunnite » (cette représentation géopolitique de la scène régionale s'élabore dès avant le « Printemps arabe », avec l'auto-affirmation de l'Iran et ses ambitions nucléaires). La polarisation entre chiites et sunnites au Proche et Moyen-Orient est de l'ordre des faits, à un certain point de vue du moins, mais elle requiert un examen plus approfondi, avec distinction de différents niveaux d'analyse. L'alliance entre Téhéran et Damas est attestée depuis 1980 et elle n'a fait que se renforcer depuis, la Syrie jouant le rôle de plaque-tournante entre le régime islamique iranien et le Hezbollah, au Liban, sur les frontières nord d'Israël. Le chiisme n'est pas le seul facteur de cohésion – bien des chiites iraniens considèrent les Alaouites comme des hérétiques en rupture de ban –, mais les choses sont toujours plus complexes qu'il n'y paraît et le conflit en cours montre que cette alliance n'est pas une vaine rhétorique. L'idée d'un nouvel axe entre Téhéran et Bagdad, sur la base du chiisme, est plus incertaine. Si le pouvoir central irakien est effectivement en retrait dans l'affaire syrienne par rapport aux autres membres de la Ligue arabe qui demandent le départ de Bachar Al-Assad, c'est surtout peut-être par crainte d'une « irakisation » de la Syrie, avec ses contrecoups en Irak. Par ailleurs, les États-Unis ne se sont pas retirés d'Irak pour offrir ce pays, sur un plateau, à l'Iran. Ils conservent des prises et des moyens d'influence sur son devenir.

Le thème de l'« axe sunnite » pose d'autres questions. Après le long conflit entre les tenants du nationalisme arabe révolutionnaire d'une part (eux-mêmes divisés entre nassériens, baathistes de Syrie et baathistes d'Irak, pour s'en tenir à de grossières lignes de partage), monarchie et émirats traditionnels du Golfe d'autre part, conflit central suivi de complexes jeux d'équilibre entre États arabes après que le panarabisme soit retombé, la présente période et les temps à venir seraient désormais dominés par le Qatar et l'Arabie Saoudite. Lors de la guerre de Libye, Doha et Riyad ont en effet donné le « la » à l'intérieur de la Ligue arabe, tout en parvenant à éviter que la vague de mécontentement dans la région ne bouscule Bahreïn, un émirat majoritairement peuplé d'Arabes chiites (70% de la population) et dirigé par une dynastie sunnite (cf. l'intervention du Conseil de coopération du Golfe, en mars 2011). Le Qatar et l'Arabie Saoudite auraient-ils donc la volonté et la capacité d'assumer la direction du monde arabe ? Ce serait là une revanche historique sur le nassérisme et les différentes formes de nationalisme de gauche dans la région. Si le Qatar joue effectivement le rôle de « pointe agile » dans les processus en cours, il n'a pas la masse critique suffisante et la légitimité pour se poser en chef de file, les pétrodollars ne pouvant tout pallier. Quant à l'Arabie Saoudite, les spécialistes sont nombreux à insister sur ses fragilités, ses contradictions internes et les inquiétudes de ses dirigeants (cf. l'épineuse question successorale). Le royaume apparaît comme principalement tendu vers l'auto-conservation, la contention du phénomène révolutionnaire et l'endiguement de l'Iran. Ne recyclons donc pas contre ces deux États, liés de multiples manières à l'Occident (non sans contradictions), les éléments de propagande de régimes adverses.

La focalisation sur le golfe Arabo-Persique et les troubles intérieurs en Égypte ne doivent pas faire oublier par ailleurs qu'il existe une diplomatie égyptienne, diplomatie autrefois active (sous Moubarak, l'Égypte était avant tout une force d'inertie et de *statu quo*), en quête d'un rôle nouveau sur la scène régionale. Son poids territorial et démographique et sa position centrale dans le monde arabe, entre Maghreb et Machrek, sont autant de facteurs allant en ce sens. Plus encore peut-être l'antériorité historique de l'Égypte dans les tentatives régionales de mise à niveau. Rappelons l'entreprise de modernisation menée par Méhémet Ali au début XIX^e siècle, en réponse au choc des civilisations que constituait déjà l'expédition d'Égypte commandée par Napoléon Bonaparte (1798). Nous pourrions peut-être y voir la propédeutique du nationalisme arabe si la dynastie mise en place par Méhémet Ali, nommé Khédive par la Sublime Porte, n'avait pas été balkanique. La classe dirigeante de l'Égypte était alors cosmopolite et ne raisonnait pas en termes de nationalisme (Nasser viendra ensuite troubler la donne). Quoi qu'il en soit, l'État égyptien est un acteur incontournable de la zone et Mohammed Morsi entend manifester une plus grande autonomie politique. Il faut enfin prendre en compte la Turquie qui éprouve les limites de la « diplomatie Davutoglu ». Confrontée sur ses frontières sud (Syrie) et est (Iran) à cet Orient belligère avec lequel Mustafa

Kemal voulait prendre ses distances, frontières menacées par les développements de la question kurde et le terrorisme du PKK dans le Sud-Est anatolien, la Turquie doit réassurer ses alliances à l'Ouest (cf. le déploiement de batteries de *Patriot* dans le cadre de l'OTAN). Elle ne saurait pourtant s'abstraire de son environnement et des rivalités régionales, avec l'Iran mais aussi, en dynamique, avec certains des pays arabes sunnites de la zone. Le clivage Turcs-Arabes n'est pas tout mais il demeure nonobstant force références au « modèle AKP ».

| Faire le « Who's Who »

En conclusion, loin de nous l'idée de nier la puissance d'inspiration des représentations géopolitique islamistes et de la revendication d'un nouveau califat, « de Boukhara à Poitiers ». Certes, une telle fantasmagorie ne saurait générer un ordre positif et durable mais elle est mobilisatrice, cristallise des « passions tristes » et représente un réel pouvoir de nuisance. Selon certaines analyses, l'islamisme dans ses formes les plus aberrantes ne serait jamais que l'une des expressions du nihilisme prophétisé par Nietzsche à la fin XIXe siècle.

Pourtant, l'islam politique ne doit pas être traité comme un monolithe. Il tend à l'émiettement, à la dispersion et au désordre, ne serait-ce que par son inadéquation au monde global, ce qui est potentiellement chaotique. La référence à l'Oumma originelle n'est pas une méthode de gouvernement des hommes (la lutte entre le Palais et la Mosquée est une très vieille histoire et, par ailleurs, il n'existe pas d'« économie islamique ») et une telle « formule » ne peut qu'échouer, avec des chocs en retour.

D'un point de vue européen et occidental, il nous faut donc identifier les lignes de partage internes à la mouvance islamiste ainsi que les oppositions et les fractures à venir. En d'autres termes, manœuvrer sur ces espaces et opérer la distinction Ami/Ennemi plutôt que de prétendre fortifier les rives septentrionales de la Méditerranée : l'histoire du Bassin méditerranéen est faite de flux et de reflux ; elle nous enseigne que les frontières se défendent en avant.

In fine, nous ne saurions que conseiller la lecture d'Edward Luttwak et de son étude sur la « grande stratégie » de l'Empire romain d'Orient. L'Europe n'est-elle pas le pilier est du monde occidental ?

Jean-Sylvestre MONGRENIER

